



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction d'infrastructure
de la défense de Nouméa**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Commun aux 2 lots

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**Passé selon une procédure adaptée à tranches conformément aux articles
L2123-1 et R2113-4 du code de la commande publique**

Maîtrise d'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Au profit de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Nouméa

Acheteur

désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié

Le directeur d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID-NMA)

Conduite d'opération

Direction d'Infrastructure de la Défense de Nouméa

Division projets

Section conduite d'opérations

OBJET DE LA CONSULTATION

**PAITA – BA186 TONTOUTA – Opération AVSIMAR
Aménagement des aires de stationnement aéronautique**

NUMÉRO DE PROJET

P24015

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	5
1.2.1 Lots	5
1.2.2 Tranches	5
1.3 REPRESENTANTS DES PARTIES CONTRACTANTES	5
1.3.1.1 Titulaire du marché	5
1.3.1.2 Communication et information du maître d'ouvrage.....	6
1.4 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS AU MOMENT DE L'OFFRE OU EN COURS DE MARCHÉ	6
1.4.1 Sous-traitance de rang 1	6
1.4.2 Sous-traitance de second rang	7
1.4.3 Modifications concernant les sous-traitants	7
1.5 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	7
1.5.1 Protection du secret	7
1.5.2 Restrictions diverses	8
1.5.3 Contrôle nominatif	8
1.5.4 Contrôle des accès.....	8
1.5.5 Contrôle des véhicules	9
1.6 MAITRISE D'ŒUVRE	9
1.7 CONTROLE TECHNIQUE (CT) DANS LE CADRE DE LA LOI DU 4 JANVIER 1978	9
1.8 CONTROLE LABORATOIRE EXTERNE	9
1.9 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION	10
1.9.1 Clauses sociales	10
1.9.2 Clauses environnementales.....	10
1.10 LANGUE (ARTICLE R2143-16 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	10
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
2.1 PIECES PARTICULIERES	10
2.2 PIECES GENERALES.....	11
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES.....	11
3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX.....	11
3.1 MODALITES DE REGLEMENT.....	11
3.1.1 Etablissement des états acompte.....	11
3.1.2 Demandes de paiement final.....	12
3.1.3 Décompte général – solde	12
3.1.4 En cas de résiliation du marché	12
3.2 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT PAR VIREMENT.....	13
3.2.1 Paiement des cotraitants	13
3.2.2 Paiement direct des sous-traitants.....	13
3.3 APPROVISIONNEMENT	13
3.4 VARIATIONS DE PRIX	13
3.4.1 Type de variation des prix.....	13
3.4.2 Mois d'établissement des prix	13
3.4.3 Choix des index de référence	13
3.4.4 Modalités de variation des prix	14
4. REGLEMENT DE PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	14
4.1 ÉVALUATION DES PRESTATIONS ET TRAVAUX	14
4.2 TRAVAUX NON PREVUS.....	14
4.3 DEFINITION DES PRIX NOUVEAUX	15
5. AVANCE	15
6. PERTES ET AVARIES.....	16

7. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	16
7.1 DELAI (S) D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	16
7.2 PROLONGATION DE(S) DELAI(S) D'EXECUTION	16
7.3 PENALITES – PRIME D'AVANCE.....	17
7.3.1 Pénalités.....	17
7.3.2 Prime d'avance.....	17
7.4 AJOURNEMENT DE TRAVAUX – INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	18
7.5 RESILIATION DU MARCHÉ	18
8. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	18
8.1 IMPLANTATION DES OUVRAGES	18
8.1.1 Piquetage général	19
8.1.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	19
8.1.3 Ouvrages non repérés	19
8.2 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	19
8.2.1 Provenance des matériaux et produits.....	19
8.2.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	19
8.2.2.1 Caractéristiques et qualités	19
8.2.2.2 Vérifications.....	19
8.2.2.3 Essais et Epreuves.....	19
9. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	20
9.1 PERIODE DE PREPARATION	20
9.1.1 Par les soins du maître d'œuvre	20
9.1.2 Par les soins du titulaire / des entrepreneurs.....	20
9.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre	20
9.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre	20
9.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité.....	21
9.2 INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER	21
9.2.1 L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :	21
9.2.2 Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire.....	21
9.3 MESURES DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE	21
9.3.1 Travaux par points chauds – permis de feu.....	21
9.3.2 Protection contre l'incendie.....	21
9.4 MESURES A PRENDRE POUR LES TRAVAUX D'ELECTRICITE	21
9.5 MISE EN SECURITE DU CHANTIER EN CAS DE CYCLONE	22
9.6 CONTRAINTES DE SITE :.....	22
10. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	22
10.1 ESSAIS POUR LA VERIFICATION DES RESULTATS.....	22
10.2 PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE (RECEPTION PARTIELLE)	22
10.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	22
10.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX.	22
10.5 GARANTIES PARTICULIERES – GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS TECHNIQUES	23
10.6 RECEPTION	23
10.7 GARANTIES GENERALES	24
10.7.1 Garantie de parfait achèvement	24
10.7.2 Garantie décennale	24
11. CLAUSES DE REEXAMEN	24
11.1 MODIFICATION DES CLAUSES DE VARIATION (REVISION, ACTUALISATION)	24
11.2 SUBSTITUTION DU TITULAIRE	24
11.2.1 En cas de redressement judiciaire ou liquidation du titulaire.....	24
11.2.2 Surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout événement conduisant à modifier significativement les modalités d'exécution du contrat ou d'un bon de commande.....	25
12. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHÉ (CBEM).....	25

13.	REGLEMENT DES LITIGES.....	25
13.1.1	<i>Traitement des litiges.....</i>	25
13.1.2	<i>Mission ministérielle PME/PMI</i>	26
13.1.3	<i>Médiateur des entreprises - Comités consultatifs de règlement amiable des différends.....</i>	26
13.1.4	<i>Contentieux – Droit applicable</i>	26
14.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	26

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'aménagement des aires de stationnement aéronautique sur la BA186 de TONTOUTA à PAÏTA.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots

La procédure est composée de 2 lots :

Désignation du lot	Objet du lot
Lot n°1	Voirie et signalisation
Lot n°2	Réseaux divers

1.2.2 Tranches

Chaque lot est découpé en deux tranches :

N° tranche	Intitulé de la tranche	durée	Délai d'affermissement	A compter de : (1)	Indemnité de dédit
TF	Adaptation ASA (démarrage sous OS)	9 mois			
TO	Extension des ASA (démarrage sous OS)	6 mois	6 mois max après notification TF	Début d'exécution de la TF	/

1.3 Représentants des parties contractantes

1.3.1.1 Titulaire du marché

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG/TVX, le responsable physique du marché et son suppléant sont désignés à l'article 3.7 de l'Acte d'Engagement dès la remise de l'offre du candidat.

Il est l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/TVX, le changement d'interlocuteur unique en cours d'exécution du contrat est soumis à l'accord écrit du maître d'ouvrage préalablement à la passation de fonction.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

1.3.1.2 Communication et information du maître d'ouvrage

En complément de l'article 3.1 du CCAG/TVX, toute décision ou communication du maître d'ouvrage ou de son représentant, à l'exception des demandes d'intervention, sera transmise directement par le maître d'ouvrage ou son représentant via un ordre de service (OS). Cet OS pourra être notifié par courrier postal en recommandé avec avis de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception (à prioriser).

Notification transmise par courrier électronique : La transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé de réception que doit retourner par courrier électronique le titulaire. Le maître d'ouvrage ou son représentant et le titulaire devront confirmer les adresses électroniques vers lesquelles devront être adressés les courriers électroniques.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG/TVX un ordre de service est un acte de conduite dont la signature est déléguée conformément à l'article 1.6 du CCAP.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un OS qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'OS, sous peine de forclusion, ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG/TVX.

1.4 Désignation des sous-traitants au moment de l'offre ou en cours de marché

Les modalités d'acceptation et d'agrément de sous-traitant est prévue aux articles R2193-1 à R 2193-8 du code de la commande publique.

Toutefois, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des travaux exécutés au titre du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement d'opérateurs économiques.

Déclaration des sous-traitants

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 3.7 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant sera transmis ultérieurement.

Les informations *a minima* requises pour la déclaration d'un sous-traitant sont décrites ci-après. Ces informations peuvent être amenées à être complétées par d'autres éléments lors de la procédure de déclaration sous le progiciel SUBCLIC.

1.4.1 Sous-traitance de rang 1

- **La déclaration de sous-traitance DC4** (selon modèle joint au DCE). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant) et le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché ;
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au DCE) ;
- Un extrait Kbis ou équivalence ;
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, responsabilité décennale ;

- Les attestations fiscales et sociales ;
- Un RIB ou RIP (**si le sous-traitant a droit au paiement direct – égal ou supérieur à 10% du marché**) ;
- Une caution bancaire (**si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct – inférieur à 10 % du marché**) ;
- Tout certificat de qualifications professionnelles ou moyen permettent de prouver la capacité de l'entreprise, notamment des certificats d'identité professionnelle ou référence attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser les travaux.

1.4.2 Sous-traitance de second rang

Pour chaque sous-traitant de rang 2 et suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- **La déclaration de sous-traitance DC4** (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché ;
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au règlement de la consultation) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, responsabilité décennale ;
- Une caution bancaire (**le sous-traitant de second rang n'a pas droit au paiement direct**) ;
- Tout certificat de qualifications professionnelles ou moyen permettent de prouver la capacité de l'entreprise, notamment des certificats d'identité professionnelle ou référence attestant de la compétence de l'entreprises à réaliser les travaux.

1.4.3 Modifications concernant les sous-traitants

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu d'aviser sans délai le maître d'ouvrage. En outre, il fait établir un constat contradictoire faisant ressortir, pour la part des prestations incombant au sous-traitant, celles que ce dernier a effectivement menées et celles qui restent à effectuer.

Ce constat est chiffré et doit être signé tant par le titulaire que par le sous-traitant. Un exemplaire est adressé au maître d'ouvrage dès son établissement.

1.5 Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressant la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/TVX.

1.5.1 Protection du secret

Outre les dispositions de l'article 5.3 du CCAG/TVX et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître des informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration (annexe II) accèdent au lieu d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les personnels devant participer aux travaux du présent marché auront préalablement fait l'objet d'un contrôle primaire conformément à l'article 5.3.2 de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 (IGI 1300) sur la protection du secret de la défense nationale et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

A ce titre, les mesures de sécurité applicables au présent contrat sont définies en annexe I du présent CCAP

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserve d'avoir rempli les obligations citées dans le paragraphe précédent.

Enfin, si le titulaire découvre un acte de malveillance, il est tenu d'alerter immédiatement le maître d'ouvrage.

Si à la suite d'un acte de malveillance, le maître d'ouvrage estime que des mesures de sécurité doivent être prises, visant notamment le personnel, le titulaire est tenu de les appliquer sans délai.

Le maître d'ouvrage peut exiger l'éviction de toute personne employée par le titulaire.

1.5.2 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc...) pour présenter des références professionnelles est proscrite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants en raison du lieu d'exécution du marché. Pour tout manquement aux obligations de confidentialité, le marché peut être résilié aux frais et torts du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

1.5.3 Contrôle nominatif

L'ensemble du personnel participant au chantier fait l'objet d'un contrôle primaire. A cette fin, le formulaire de contrôle primaire « SOPHIA » est à compléter, pour chaque personne, et à retourner au maître d'œuvre, par voie dématérialisée.

Dans l'hypothèse où l'officier sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à indemnisation.

Une liste nominative du personnel participant au chantier est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu du chantier.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre de Nouvelle Calédonie.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.5.4 Contrôle des accès

Les personnels seront soumis à un contrôle d'accès à l'entrée de l'emprise militaire.

Le titulaire s'engage à fournir impérativement, dès le début de la période de préparation, la liste nominative des personnels avec copie recto verso couleur des pièces d'identité (carte d'identité, carte de séjour ou passeport valide) par voie dématérialisée.

Tous les personnels des entreprises percevront un laissez-passer individuel conforme aux conditions d'accès du site du chantier ; ce badge d'accès sera restitué en fin de journée ou en fin de chantier, selon les conditions d'accès propres à chaque organisme. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services compétents auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

L'accès aux pistes est règlementé et nécessite un contact radio permanent avec les contrôleurs de l'aéroport. Le candidat devra prendre en compte dans son offre toutes les dispositions pour respecter les différentes exigences en termes d'accès et de circulation sur les pistes.

1.5.5 Contrôle des véhicules

Le titulaire fournira au maître d'ouvrage la liste des véhicules privés amenés à accéder dans l'emprise militaire. Pour certains sites, des contraintes aux véhicules et aux règles particulières de circulation qui seront spécifiées pendant la période de préparation.

1.6 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction de l'Aviation Civile (DAC).

Le maître d'œuvre est chargé de la direction de l'exécution des contrats de travaux, de l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement et a délégation pour signer les ordres de service.

Les ordres de service sont adressés en un exemplaire au titulaire par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (mail) ou par simple lettre ; le titulaire renvoie immédiatement l'exemplaire original après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Une copie est adressée au représentant du maître d'ouvrage sous forme dématérialisée (courriel).

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part du titulaire, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de la réserve au maître d'œuvre conformément à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux.

1.7 Contrôle technique (CT) dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978

La mission CT est assurée par :

APAVE CALEDONIE
200, rue Gervolino
PK 6 – BP 1012
98 846 NOUMEA CEDEX
caledonie@apave.nc

1.8 Contrôle Laboratoire Externe

Il s'agit d'un contrôle sur les matériaux et la mise en œuvre des aires de stationnement aéronautique.

Le nom de la société qui assurera cette mission sera communiqué ultérieurement.

1.9 Condition particulière d'exécution

1.9.1 Clauses sociales

Sans objet.

1.9.2 Clauses environnementales

Le projet de marché intègre la Charte Chantier Vert de la chambre de commerce et de l'industrie de Nouvelle-Calédonie.

1.10 Langue (Article R2143-16 du code de la commande publique)

Tous les documents écrits remis par le titulaire au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TVX, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
 - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - Les prix contenus dans le cadre du bordereau de prix unitaires (BPU) ;
 - Les prix contenus dans le cadre du détail estimatif (DE) ;
 - Le calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux établi avant notification auquel se substituera éventuellement un unique calendrier d'exécution détaillé notifié par ordre de service et mise à jour, le cas échéant en cours de chantier ;
 - Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4).
-
- les éléments issus du mémoire technique et intégrés à l'éventuelle mise au point ;
 - les éléments issus du tableau des matériaux et matériels et intégrés à l'éventuelle mise au point.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son (ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

- Autres pièces particulières :

- Un (1) carnet de plan ;
- Une (1) étude de sol.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.4.2 du présent CCAP :

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/TVX) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées.

Pièce Le titulaire devra travailler avec l'ensemble des textes réglementaires et des normes en vigueur régissant ses activités liées directement ou indirectement aux prestations définies dans le présent CCTP.

Il doit les avoir impérativement en sa possession.

2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/TVX, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. **La copie certifiée conforme des pièces particulières** constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX

3.1 Modalités de règlement

3.1.1 Etablissement des états acompte

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre en un (01) exemplaire conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire devra établir un projet de décompte par tranche suivant l'avancement des travaux.

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/TVX, le titulaire remet, avant la fin de chaque mois, au maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG/TVX, la notification de l'état acompte mensuel par ordre de service par le maître d'œuvre au titulaire doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG/TVX, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG/TVX, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation et indique la somme à régler par le maître d'ouvrage chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TGC.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur d'un groupement et par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG/TVX, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation en double exemplaire joint au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TGC.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimées hors TAXES. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TAXE en vigueur au jour du fait générateur de la taxe en Nouvelle Calédonie.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées dans les articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de constatation de la conformité des travaux aux stipulations contractuelles et au projet de décompte (article R2192-17).

3.1.2 Demandes de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/TVX, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre par tout moyen dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG/TVX.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final. S'il est constaté l'absence de pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG/TVX, le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 55 du CCAG/TVX, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 55 dans un délai de 45 jours.

3.1.3 Décompte général – solde

La signature de projet de décompte général prévue à l'article 12.4.2 du CCAG est effectuée électroniquement.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la transmission du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG/TVX lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG/TVX ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG/TVX.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 12.4.4 du CCAG/TVX, si, dans un délai de 10 jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, cela vaut rejet du décompte et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

En application de l'article 12.4.4 du CCAG/TVX, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG/TVX.

3.1.4 En cas de résiliation du marché

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, établi en application de l'article 51.2 du CCAG TVX est signé électroniquement.

3.2 Modalités de paiement direct par virement

3.2.1 Paiement des cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant du groupement conjoint, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement déterminée à partir du projet de décompte afférent au corps d'état assigné à ce cotraitant.

3.2.2 Paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le seuil prévu à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le maître d'ouvrage est fixé à 10% du montant du marché.

Ce seuil s'applique en effet aux marchés de services, de travaux ou de fourniture nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de services, passés par les services des Armées (Défense), notamment des marchés de réalisation de prototypes, de fabrication, d'assemblage, d'essais, de réparations ou de maintien en condition et de prestations intellectuelles.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, ce dernier joint en double exemplaire au projet de décompte une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et exclu la TGC.

3.3 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG/TVX, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

3.4 Variations de prix

3.4.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

3.4.2 Mois d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Elle est indiquée sur la page de garde du règlement de consultation. Ce mois est appelé « mois zéro ».

3.4.3 Choix des index de référence

Les index de référence (I), choisis en raison de leur structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, sont :

Désignation du lot	Objet du lot	Index	Intitulé de l'index
LOT N°1	Voirie et signalisation	TP05	Chaussée
LOT N°2	Réseaux divers	TP08	Assainissement routier

Les dispositions générales (DG) ne sont pas soumises à révisions, ni actualisations de prix.

Les index TP sont ceux publiés par l'institut de la statistique et des études économiques (ISEE) en Nouvelle-Calédonie (www.isee.nc).

Par dérogation aux articles 10.6 du CCAG/TVX, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux indemnités de dédit ou d'attente.

Par dérogation aux articles 19.4 du CCAG/TVX, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux primes d'avance.

3.4.4 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + [0,85 \times TPXX_n / TPXX_0]$$

- dans laquelle $TPXX_0$ et $TPXX_n$ sont les valeurs prises par l'index de référence du poste respectivement au mois zéro et au mois n ;
- le mois « n » étant :
 - pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des travaux ;
 - pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des travaux ou de la tranche concernée.

4. REGLEMENT DE PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

4.1 Évaluation des prestations et travaux

Le présent article concerne les prestations et travaux supplémentaires ou modificatifs, liés à une modification du programme et ses annexes, du fait du représentant du pouvoir adjudicateur, ou à des remarques du maître d'ouvrage. Ces prestations et travaux supplémentaires ou modificatifs sont notifiés au titulaire par ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur, avant ou après son évaluation.

Le maître d'œuvre peut demander au titulaire, par ordre de service, l'évaluation de prestations et travaux supplémentaires ou modificatifs. Le titulaire est tenu de fournir au maître d'œuvre, ou son représentant, une proposition de prix, **assortie d'une décomposition détaillée**, dans le délai qui lui est fixé dans l'ordre de service sans que ce délai puisse être inférieur à quinze jours.

Dans le silence de l'ordre de service, **ce délai est d'un mois**.

Si le titulaire considère que l'évaluation des prestations et travaux supplémentaires ou modificatifs ne peut être établie qu'après des études complètes, il en informe par écrit le maître d'œuvre, ou son représentant. Ces études font alors l'objet d'un devis et d'un ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur préalable à leur exécution.

4.2 Travaux non prévus

Par dérogation aux articles 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/TVX, en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date à laquelle le montant contractuel des travaux sera atteint. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant la date probable à laquelle les travaux atteindront le montant contractuel.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

A défaut d'ordre de poursuivre, les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

4.3 Définition des prix nouveaux

Le représentant du pouvoir adjudicateur, notifie au titulaire, soit simultanément, soit après l'ordre de service visé au 4.1. les prix proposés pour le règlement des prestations et travaux supplémentaires ou modificatifs.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne recevrait pas, dans le délai imparti, d'évaluation de la part du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur, **notifie d'office**, par ordre de service, **un prix provisoire**.

Ces prix peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ils **sont établis sur les mêmes bases que le prix du marché, aux conditions économiques du marché** et sont notamment établis suivant son coefficient applicable aux prix fournisseur.

Le titulaire doit justifier de la convenance des prix.

Ces prix sont réputés tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, notamment les impacts calendaires associés ainsi que les frais de chantier, de gestion de projet et frais généraux, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu.

Les éléments des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, sont utilisés pour l'établissement de ces prix.

Ces prix sont des prix d'attente qui sont appliqués pour l'établissement des décomptes ; ils n'exigent ni l'acceptation préalable du représentant du pouvoir adjudicateur, ni celle du titulaire.

Pour l'établissement des décomptes concernés, le titulaire **est réputé avoir accepté les prix** qui ont été fixés par l'ordre de service prévu. Si **dans le délai de trente jours** suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au représentant du pouvoir adjudicateur, en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

5. AVANCE

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique sont remplies : soit un délai d'exécution est supérieur à deux (02) mois et un montant du marché de 5 966 587 XPF hors TGC.

L'avance sera égale à 30% du montant du marché.

Le paiement de l'avance intervient dans un **délai de 28 jours à compter de la date de l'ordre de service** prescrivant de commencer **l'exécution des travaux période de préparation incluse**.

Si le marché est passé avec des membres groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux du corps d'état dépasse le seuil fixé par le code de marchés publics pour le versement de l'avance ; les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des travaux de chaque section technique.

Conformément aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC et doit être achevé lorsque ce montant a atteint 80 %.

6. PERTES ET AVARIES

Il n'est alloué au titulaire aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens ou ses fausses manœuvres.

Le titulaire doit prendre à ses frais, risques et périls, les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements et les matériels et installations de chantier ainsi que les ouvrages en construction ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et tous autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

En cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, le titulaire est indemnisé pour le préjudice subi, sous réserve :

- qu'il ait pris, en cas de phénomène naturel, toutes les dispositions découlant de l'alinéa précédent ;
- qu'il ait signalé immédiatement les faits par écrit.

Aucune indemnité ne peut néanmoins être accordée au titulaire pour perte totale ou partielle de son matériel, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

7. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

7.1 Délai (s) d'exécution des travaux

La durée d'exécution du marché est fixée à l'article 3.8 de l'acte d'engagement.

Le calendrier devra s'inscrire dans les limites d'exécution du marché conformément aux directives de l'article 3.9 de l'acte d'engagement en respectant les prérogatives du CCTP.

7.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

En application de l'article 18.2.3 3ème alinéa du CCAG TVX, sont considérés comme normalement prévisibles les phénomènes naturels ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et durées limites indiquées :

Nature du phénomène	Intensité et Durée limite
Vent	120 km/h en rafales
Pluie	30 mn / 24h
Température	35° degrés

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 1er alinéa du CCAG TVX, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours pour le présent marché.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution.

Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Si la nature des travaux du marché est telle que ceux-ci ne se déroulent pas au contact direct des intempéries ou qu'ils ne sont pas susceptibles d'être interrompus par celles-ci, ces intempéries ne peuvent pas être invoquées.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG TVX, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG TVX, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du maître d'ouvrage.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Centre Météo Nouvelle Calédonie : TONTOUTA

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précitée sous 1 mois sous peine de forclusion.

7.3 Pénalités – Prime d'avance**7.3.1 Pénalités**

Conformément à l'article 19.2 du CCAG/TVX, les pénalités de retard appliquées au titulaire ou groupement ne peuvent excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à ce même article 19.2 du CCAG/TVX, les pénalités sont dues dès le 1^{er} franc sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Les pénalités seront appliquées sur décompte de pénalités au fur et à mesure du marché.

NATURE	MONTANT journalier en FCFP	Autres montants
Retard dans l'exécution (19.2) - marché global ou tranche	1/3000 ^{ème}	
Retard dans la période de préparation	240 000	
Retard dans la remise des documents avant travaux	120 000	
Retard dans la remise des documents pendant l'exécution	10 000	
Retard dans la remise des documents après l'exécution	60 000	
Réunion de chantier (15 minutes de retard)	6 000	
Absence à réunion de chantier	12 000	
Non repliement des installations	20 000	
Clause environnementales (absence de bennes, brûlage, absence de tri...)	60 000	
Défaut de balisage – non-respect de la sécurité ou de propreté des lieux (art. 37.2)	60 000	
Pénalité pour non restitution de laisser passer	6 000	
Sous-traitance non déclaré	1/1000 ^{ème}	
Levée des réserves (non effectuée)	60 000	

- Retenue pour la non fourniture du DOE : (art.19.3 CCAG Tx) montant forfaitaire de 1 200 000 Xpf / lot
- Pénalités pour non remise de documents : 20 000Xpf /jour

7.3.2 Prime d'avance

Sans objet.

7.4 Ajournement de travaux – Interruption des travaux

Certaines manœuvres ou exercices sont tenus secrets par l'autorité militaire jusqu'à leur déroulement effectif. Le site est donc susceptible d'être évacué ou partiellement inaccessible, sans préavis et pour une durée indéterminée. Les travaux sont de ce fait interrompus.

Par dérogation à l'article 53.1.1 dernier alinéa du CCAG/TVX, les conditions d'indemnisation des interruptions sont les suivantes :

- Pour tout arrêt de chantier notifié 7 jours avant l'activité militaire, la durée fixée pour l'exécution de la prestation est d'office prolongée d'une période égale à cet arrêt sur la règle de la ½ journée incompressible. Cet arrêt de chantier n'ouvre pas droit à une indemnité ;
- Pour tout arrêt de chantier de moins de 4 heures non programmé, le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai. Cet arrêt de chantier n'ouvre pas droit à une indemnité pour la journée pendant laquelle l'arrêt a eu lieu ;
- Pour tout arrêt de chantier de plus de 4 heures non programmé ouvre droit à prolongation de délai égal à la durée d'arrêt.

Par dérogation à l'article 53.1.1 dernier alinéa du CCAG/TVX, il n'est pas procédé à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux d'approvisionnés.

7.5 Résiliation du marché

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG/TVX, le marché peut être résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre au paiement d'une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a été contrevenu aux interdictions et obligations résultant des articles Lp 451-1 à Lp 451-3 et Lp 461-1 à Lp 461-7 du Code du travail de Nouvelle-Calédonie.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 50.4 1^{er} alinéa du CCAG/TVX, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

8. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

8.1 Implantation des ouvrages

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les plans de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

8.1.1 Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire du lot n°1 avec levé par un géomètre expert.

8.1.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

8.1.3 Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux.

8.2 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

8.2.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

En outre, en application du décret n° 2007-767/GNC du 22 février 2007, relatif à l'importation, l'utilisation et la vente d'amiante sous toutes ses formes. Il est fait interdiction au mandataire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiantes quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatifs pour le premier « au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et pour le second « aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

8.2.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

8.2.2.1 Caractéristiques et qualités

Le CCTP définit les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du CCAG/TVX et, le cas échéant, au CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un organisme agréé à la charge du titulaire.

8.2.2.2 Vérifications

Les DG du CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins, et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

8.2.2.3 Essais et Epreuves

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix nouveau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

9. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation d'une durée de deux (02) mois, comprise dans le délai d'exécution.

Le démarrage de la période de préparation est notifié aux titulaires des lots par ordre de service du maître d'œuvre.

La date contractuelle de commencement des travaux débute le lendemain de la date d'expiration de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG TVX, la durée de la période de préparation ne peut être prolongée que par décision du maître d'ouvrage. La décision du maître d'ouvrage prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

9.1.1 Par les soins du maître d'œuvre

- Désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- Moyens et installations mis à disposition ;
- Approbation du calendrier détaillé d'exécution.

9.1.2 Par les soins du titulaire / des entrepreneurs

9.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- Établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels qui sera criblé par le maître d'ouvrage conformément à l'article 1.5.3 du présent document ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/TVX ;

Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;

- Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG TVX et énumérés dans le CCTP. Les autres documents prévus dans le CCTP seront fournis, mais à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordre de service.

Par dérogation à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG/TVX, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

9.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre

- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées (si non transmis lors du dépôt de l'offre)
- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial VALIN
75015 PARIS - cedex

(Cette obligation est applicable à chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

9.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

- Établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur cité au 1.8 du présent CCAP.

Cette obligation est applicable à chaque titulaire (cotraitant et sous-traitant).

L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- Mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

9.2 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier

9.2.1 L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation mise à part un emplacement pour la base vie et les dépôts de matériaux.

9.2.2 Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire

Par dérogation à l'article 31.12 du CCAG/Travaux, dans le cas de travaux allotis nécessitant coordination, les obligations énumérées à l'article 31 du CCAG/Travaux sont à la charge du titulaire du lot n°01 qui devra réaliser l'installation de la base vie.

9.3 Mesures de sécurité contre l'incendie

9.3.1 Travaux par points chauds – permis de feu

En ce qui concerne les travaux par points chauds (opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de meulage, de découpage, de dégivrage, de collage, etc.), le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu (demande à effectuer au minimum 48h avant intervention de l'entreprise). Ce dernier sera inséré dans le registre de prévention du chantier.

9.3.2 Protection contre l'incendie

Le titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- La présence obligatoire, sur le chantier et dans les véhicules, d'extincteurs en état de fonctionnement ;
- L'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, le contrôle des mesures de sécurité.

9.4 Mesures à prendre pour les travaux d'électricité

Les personnels ayant en charge des travaux d'électricité devront :

- Détenir le recueil UTE C 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsable de consignation de travaux ou d'intervention ;
- Être en possession des habilitations requises délivrées en fonction de leur qualification.

9.5 Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Dès la phase de préalerte, le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier :

- L'arrimage des installations de chantier et des éventuels locaux provisoires ;
- La sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- La sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation ;
- La sécurisation des zones de chantier.

9.6 Contraintes de site :

Les horaires de travail sur la base militaire de TONTOUTA sont les suivants :

- 7h00 à 17h00 la semaine.

Pour le mercredi après-midi, une demande exceptionnelle devra être demandée en début de chantier, pour toute la durée de l'opération.

10. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

10.1 Essais pour la vérification des résultats

Les résultats des essais définis au CCTP seront transmis par le titulaire à la maîtrise d'œuvre au plus tard 15 jours avant la réception des installations, le maître d'ouvrage étant averti, au plus tard, la veille du début de la réalisation des essais.

Dans le cas où les essais ne se seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais du titulaire.

Dans le cas où les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, le titulaire, conformément aux articles 41.4 et 41.6 du CCAG/TVX, doit remédier aux imperfections constatées ou faire la preuve que la non obtention du résultat est imputable à une cause indépendante de son installation.

10.2 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage (réception partielle)

Toute prise de possession anticipée d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage devra faire l'objet d'une décision du maître d'ouvrage notifiée au plus tard quinze jours avant la date de la prise de possession.

10.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

En application de l'article 43 du CCAG/TVX, toute mise à disposition d'un ouvrage ou partie d'ouvrage fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage notifiée par ordre de service au plus tard 15 jours avant la date de mise à disposition et fixant les conditions détaillées des modalités à mettre en œuvre.

10.4 Documents fournis après exécution des travaux.

En plus des documents demandés à l'article 40 du C.C.A.G Travaux, le titulaire fournira au maître d'ouvrage tous les plans des ouvrages exécutés, cela dans le but d'obtenir des plans de gestion du patrimoine post chantier conformément aux notices des "plans informatisés" (**tout autre logiciel ou format de dessin assisté par ordinateur sera refusé**) et l'ensemble des documents mentionnés dans le marché.

Par dérogation à l'article 40.1 du C.C.A.G Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre, le jour des Opérations Préalables à la Réception (OPR), en 2 exemplaires papier et 2 exemplaires sur support informatique et conformément aux annexes au présent CCAP :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4
- le fichier G2D complété
- Le fichier GTP complété

En cas de retard dans la remise des dits documents, la retenue sera celle prévue à l'article 7.3.1. du CCAP.

Le contenu du DOE est explicité en annexe du CCTP.

10.5 Garanties particulières – garantie de bon fonctionnement des installations techniques

Les garanties particulières engagent le titulaire à effectuer ou à faire effectuer, à ses frais, sur simple demande écrite de la personne publique, toutes les réparations ou réfections nécessaires et à remplacer gratuitement toutes pièces défectueuses pour remédier aux défauts constatés.

- La tenue de l'ensemble de la structure de chaussée mise en œuvre (planéité, portance, fissuration) est garantie **dix (10) ans** ;
- Le système de clôture est garanti **cinq (05) ans**.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant les délais stipulés ci-dessus, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

À ce titre il assurera également les entretiens périodiques dus à la maintenance de ces équipements pendant toute la durée de la garantie.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage, toutes les réparations qui s'avéreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de huit (8) jours à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le remplacement, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

En cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai d'un (1) jour.

Le titulaire est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur

10.6 Réception

Conformément à l'article 41 du CCAG/TVX.

Au vu des opérations préalables à la réception du maître d'œuvre, l'acheteur décide de la réception des ouvrages et installations concernées. S'il prononce la réception, la date retenue pour la réception correspond à la date d'obtention de l'autorisation de mise en service par les autorités administratives. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les quarante-cinq jours suivant la date de l'autorisation.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues au marché, être exécutées avant la réception des ouvrages, **la réception ne peut être prononcée que si l'exécution de ces épreuves est concluante**. Si de telles épreuves ne sont pas exécutées ou exécutées mais pas concluantes, la réception n'est pas prononcée.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues au marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie défini à l'article 10.7 ne sont pas concluantes, la réception est rapportée.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché n'ont pas été exécutées, l'acheteur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai fixé par l'acheteur ou, en l'absence d'un tel délai, dans un délai qui n'excède pas trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal.

10.7 Garanties générales

10.7.1 Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44 du CCAG/Travaux, sont couverts par la garantie, les désordres apparents lors de la réception pour lesquels des réserves ont été émises, ainsi que les désordres qui apparaissent lors du délai de garantie. Le délai est d'un (1) an à compter de la réception globale de l'ouvrage.

10.7.2 Garantie décennale

Sans objet.

11. CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées.

11.1 Modification des clauses de variation (révision, actualisation)

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation de prix du présent marché public peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- Si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être modifié,
- Si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être supprimé ou remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article 3.4.3 du CCAP.

Le maître d'ouvrage procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

Les modifications seront actées par décision unilatérale du maître d'ouvrage.

11.2 Substitution du titulaire

11.2.1 En cas de redressement judiciaire ou liquidation du titulaire

En cas de redressement judiciaire ou liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par le maître d'ouvrage, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L.622-13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou de l'article L.641-10 du code de commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, le maître d'ouvrage a la possibilité de modifier le marché public dans les conditions suivantes :

- Le maître d'ouvrage a la possibilité de substituer au titulaire initial un nouveau titulaire justifiant de capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par le maître d'ouvrage pour la consultation initiale,
- Le décompte des prestations effectuées au titre du marché par le titulaire initial est établi par le maître d'ouvrage qui en informe l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire initial.

La substitution fait l'objet d'un avenant de transfert.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il est fait application des dispositions de l'article 50.1.2 du CCAG TVX 2021 à la résiliation du marché.

11.2.2 Surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout événement conduisant à modifier significativement les modalités d'exécution du contrat ou d'un bon de commande.

Lorsque, sans que l'exécution du marché ou d'un bon de commande soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens complémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le maître d'ouvrage et lui fournir, sous quinze (15) jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillé fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par le maître d'ouvrage, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de quinze (15) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCAP et du CCAG relatifs à la résiliation.

Cette clause pourra être mise en œuvre autant de fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures sanitaires l'exigera, soit à l'initiative du maître d'ouvrage soit à l'initiative du titulaire.

La demande sera notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée par PLACE.

A l'issue des négociations, un avenant sera rédigé accompagné des annexes financières mises à jour, contractualisant les nouvelles conditions économiques du marché.

12. CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM)

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : la quantité ou la qualité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le fournisseur au service achat qui lui a notifié le marché.

13. RÈGLEMENT DES LITIGES

13.1.1 Traitement des litiges

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut-être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au service acheteur dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Suite à cette demande, conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, le service acheteur est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le service acheteur est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contractuelle contraire, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux (02) mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

13.1.2 Mission ministérielle PME/PMI

Un correspondant dit interlocuteur « entreprises » interne au service acheteur a été désignée pour traiter ce type de demande – Point de contact : did-noumea-sai.cds.fct@intradef.gouv.fr. A défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME – Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr.

13.1.3 Médiateur des entreprises - Comités consultatifs de règlement amiable des différends

Hors cette médiation interne au ministère des armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure en contentieux peut être engagée.

13.1.4 Contentieux – Droit applicable

Le présent accord-cadre est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au accord-cadre la contestation sera portée devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie – Résidence CARCOPINO 3000- 85 rue de Charles de Gaulle – BP Q3 – 98 851 NOUMEA Cedex – Tél : 25.06.30 – Fax : 25.06.31 – Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- l'article 1.3.1.1 du présent CCAP déroge aux articles 3.4 et 3.4.1 du CCAG/TVX ;
- l'article 1.3.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 2 du CCAG/TVX ;
- l'article 1.4 du présent CCAP déroge à l'article 3.6 du CCAG/TVX ;
- l'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/TVX ;
- l'article 2.3 du présent CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG/TVX ;
- l'article 3.1.1 du présent CCAP déroge aux articles 12.1.1 / 12.2.2 / 12.2.1 / 12.1.8 et 12.5.1 du CCAG/TVX ;
- l'article 3.1.2 du présent CCAP déroge aux articles 12.3.2 et 55 du CCAG/TVX ;
- l'article 3.1.3 du présent CCAP déroge aux articles 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG/TVX ;
- l'article 3.3 du présent CCAP déroge à l'article 10.4 du CCAG/TVX ;
- L'article 3.4.2 du présent CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG/TVX
- l'article 3.4.3 du présent CCAP déroge aux articles 10.6 et 19.4 du CCAG/TVX ;
- L'article 4.2 déroge aux articles 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/TVX
- l'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 18.2.1 du CCAG/TVX ;
- l'article 7.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG/TVX ;

- l'article 7.4 du présent CCAP déroge à l'article 53.1.1 dernier alinéa du CCAG/TVX ;
- l'article 7.5 du présent CCAP déroge à l'article 50.4 1^{er} alinéa du CCAG/TVX ;
- l'article 9.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG/TVX ;
- l'article 9.1.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG/TVX ;
- L'article 9.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 31.12 du CCAG/TVX
- L'article 10.4 du présent CCAP déroge à l'article 40.1 du CCAG/TVX